

Pénurie d'infirmières et de médecins scolaires

Depuis plusieurs années, le nombre d'élèves par professionnel augmente, au détriment de leur mission

La santé scolaire est en train de s'effondrer !», martèle Gwenaëlle Durand, secrétaire générale du SNIES-UNSA, l'un des deux syndicats des infirmières scolaires. Cette organisation appelait, avec le SNICS-FSU, à une marche blanche, mardi 23 mai, pour «sauver la santé à l'école». Les deux syndicats demandent, entre autres, la création de 15 000 postes, une revalorisation salariale et une formation spécifique sanctionnée par un master.

«Il est temps que nos revendications soient prises en compte, sinon on va se retrouver dans une situation catastrophique», s'alarme M^{me} Durand.

Un système pas à la hauteur : tel était, aussi, le ton du rapport d'information de la commission des finances sur la «médecine scolaire et la santé à l'école», présenté le 10 mai, devant l'Assemblée nationale, par le député (Renaissance) de l'Essonne Robin Reda. Ce document met en évidence des «besoins grandissants» – avec la montée en puissance de l'école inclusive, qui nécessite une individualisation des parcours scolaires, la crise sanitaire et le mal-être des élèves qui s'accroît – et la difficulté du système de santé scolaire à y répondre, en raison d'un «manque de personnel».

En dix ans, le nombre de médecins scolaires a chuté de 20 %. En 2023, il y aurait environ 900 médecins pour 60 000 établissements et plus de 12 millions d'élèves. «Depuis plusieurs années, le rendement du concours oscille entre 30 % et 50 %», faute de candidats en nombre suffisant, avance le ministère de l'éducation nationale. L'effectif des infirmières et infirmiers, lui, resté stable, à environ 7 700, mais le taux de rendement au concours qui s'élevait à 100 % en 2018 s'est dégradé. En 2022, il a manqué 58 candidats admis au concours pour 395 postes offerts, constate le rapport.

Des disparités importantes existent selon les territoires. «La carte de la pénurie de médecins scolaires recoupe celle des déserts médicaux et s'ajoute à la crise d'attractivité, au sens large, de l'éducation nationale», précise M. Reda. Le rapport cite les chiffres de la Cour des comptes qui établissait, en 2018, que le nombre moyen d'élèves par

équivalent temps plein (ETP) de médecin de l'éducation nationale, dans chaque département, était compris entre 6 464 élèves dans le Lot et 99 370 en Dordogne. Pour les infirmières et infirmiers, la Cour des comptes avait noté un nombre d'élèves par ETP allant de 680 dans le Cantal à plus de 2 000 à Mayotte. Au niveau national, les moyennes se situeraient à 12 800 élèves par médecin et 1 303 élèves par infirmier.

« Je suis surtout sur la route »

«Cela fait des années que nous alertons sur le risque de pénurie d'infirmières», avance Saphia Guerreschi, secrétaire générale du SNICS-FSU qui plaide pour au moins une infirmière pour 500 élèves. «Nos collègues menacent de partir alors que c'est un métier passionnant, où l'on participe à la réussite scolaire des élèves», ajoute-t-elle.

Valentine (qui a requis l'anonymat) a fait ce choix de carrière pour être au plus près des jeunes. «Finalement, je suis surtout sur la route», regrette cette infirmière qui travaille, du lundi au jeudi, dans deux collèges normands et consacre sa journée du vendredi aux déjeunés dans une dizaine d'écoles primaires. La quinquagénaire a aussi vu les besoins des élèves s'accroître. «J'ai entre 40 et 50 passages par jour, avec 20 % des jeunes qui viennent pour des raisons de mal-être psychique. Ça s'est amplifié avec le Covid, la guerre en Ukraine, la crise climatique...»

«Les élèves nous voient tous les jours, ils nous font confiance, car nous sommes présentes sur leur lieu de vie, surtout à l'internat», rappelle Sandie Cariat, infirmière dans l'Hérault, dans un établissement de 900 élèves. Ma crainte, c'est qu'en raison de la pénurie de médecins scolaires il y ait un transfert de tâche qui se ferait au détriment de nos missions de prévention de suivi et d'accompagnement des élèves», confie l'infirmière qui devait venir manifester à Paris, le 23 mai.

Si le rapport «La médecine scolaire et la santé à l'école» déplore le manque d'infirmières, le constat est encore plus alarmant pour les médecins scolaires. En cause : une démographie médicale en baisse et une désaffection de longue date des étudiants en santé pour les dis-



ciplines relevant de la médecine de prévention. «C'est aussi le résultat d'une rémunération trop faible [environ 2 000 euros net mensuels en début de carrière] par rapport à d'autres médecins fonctionnaires et des conditions de travail dégradées», admet M. Reda.

Ces professionnels de santé ont un rôle central dans le premier et le second degré. Ils rédigent les plans d'accompagnement individualisés pour les maladies chroniques (diabète, épilepsie...), réalisent les diagnostics des troubles d'apprentissage ou les confirment. Ils sont aussi chargés de la visite médicale obliga-

toire pour les enfants de 6 ans. «En 2022, moins de 20 % des enfants ont passé cette visite», affirme Robin Reda.

« L'écart s'est creusé »

«Dans mon secteur, j'ai environ 2500 enfants de 6 ans. Une visite dure une heure, donc ça fait 2500 heures... Je n'ai même pas assez d'heures travaillées sur l'année», s'agace Mechtilde Dippe, médecin dans l'Eure-et-Loir.

Dans sa zone d'activité, elles ne sont plus que deux médecins scolaires. Chacune se retrouvant avec environ 40 000 élèves. La médecin de 46 ans a commencé ce travail il

ya douze ans : à l'époque, il y avait encore six médecins scolaires dans le département. «Les familles attendent près de vingt-quatre mois pour avoir un plan d'accompagnement spécialisé... C'est insensé.» Alors la docteure Dippe s'interroge sur la suite : «J'envisage de partir... J'ai l'impression de ne plus réussir à faire mon métier, je fais surtout des mails et des analyses de dossier, je ne vois presque plus les enfants ou les familles.»

Une désertion qui inquiète Raphaëlle Pasquier, en Normandie. «Sur mon secteur, nous ne sommes que quatre, pour seize postes ouverts, et nous avons toutes

« Je fais surtout des mails et des analyses de dossier, je ne vois presque plus les enfants ou les familles »

MECHTILDE DIPPE
médecin dans l'Eure-et-Loir

plus de 60 ans... l'avenir est une grande source d'inquiétude», se désolait-elle. En 2023, l'âge moyen des médecins scolaires était de 55 ans, selon le ministère.

Le ministre de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, a reconnu une situation «pas satisfaisante», lors de la présentation du rapport, et plaide pour une «refonte du système de santé scolaire». Le ministère dit vouloir développer la formation spécialisée transversale «médecine scolaire», ouverte aux internes en médecine depuis la rentrée 2021, et indique avoir revalorisé les médecins en 2021 (augmentation forfaitaire annuelle de 1 700 euros) et en 2022.

Une affirmation que nuance Jocelyne Grousset, cosecraire générale du Syndicat national des médecins scolaires et universitaires : «Il y a eu une revalorisation, mais, après vingt ans sans rien, l'écart s'est creusé avec les autres médecins.» Le ministère assure néanmoins qu'une nouvelle étape de revalorisation est prévue en 2023 «dans le but de faire converger les indemnités des médecins de l'éducation nationale vers celles des autres médecins de la fonction publique de l'Etat».

Une revalorisation des infirmières et infirmiers est aussi engagée, explique-t-on rue de Grenelle. Par ailleurs, le ministère se réjouit d'une hausse de 22 % des postes proposés aux concours en 2023. «Cela ne repense même pas les départs à la retraite», corrige M^{me} Guerreschi. «On ne croit plus aux discours politiques, confie-t-elle. On nous dit que l'école et la santé sont des chantiers prioritaires, mais, la vérité, c'est que la santé scolaire cumule tous les maux : elle est devenue le parent pauvre de la santé.» ■

MINH DRÉAN